

LE PLAN D'AIDE A LA GRECE SE PRECISE

Les pays de la zone euro parviendront-ils enfin à convaincre de leur engagement solidaire à l'égard d'Athènes pour stopper une bonne fois pour toutes la spéculation sur la dette grecque ? Car, aussi hallucinant que cela puisse paraître, c'est bien à une gigantesque partie de poker menteur que l'on croit assister depuis plusieurs mois : alors que la zone euro peine à afficher sa détermination à intervenir, les spéculateurs profitent de ce flou pour faire courir des rumeurs sur l'aggravation de la situation financière de la Grèce, contribuant à faire grimper les taux auxquels elle doit emprunter et à alourdir encore la charge de sa dette.

L'accord trouvé par les 27 il y a 3 semaines, lors du dernier sommet européen, prévoit la possibilité, *en dernier recours*, d'un soutien sous forme de prêts octroyés pour environ un tiers par le FMI (Fonds monétaire international) et pour deux tiers par les pays de la zone euro. Mais, faute d'en avoir suffisamment précisé le contenu, cet accord n'a pas suffi à calmer les marchés qui ont continué d'appliquer à la Grèce des taux d'intérêt de plus en plus exorbitants. La situation devenant insupportable, les 16 ministres des finances de l'eurozone ont dû se réunir en vidéoconférence dimanche dernier et sont parvenus à finaliser le plan de sauvetage de la Grèce dans ses derniers détails, notamment les taux auxquels ses partenaires européens prêteraient à Athènes, *si elle en fait la demande*. Car on espère en haut lieu que le pare-feu européen est désormais suffisamment protecteur pour éviter l'intervention des pompiers dans la maison grecque...

Quoiqu'il en soit, au-delà des menaces qui pèsent sur la Grèce, c'est bien le sens profond de l'Union Européenne qui exige la manifestation de cette solidarité.

Alain MARTY
Centre d'Information Europe Direct